



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de Vendée
10, rue du 93^{ème} régiment d'infanterie
Bat A
cité administrative Travot , CS 70766
85000 La Roche-sur-yon

La Roche-sur-yon, le 19 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IMPRIMERIE POLLINA

ZI de Chasnais
85400 Chasnais

Références : D24.0100
Code AIOT : 0006304401

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2024 dans l'établissement IMPRIMERIE POLLINA implanté ZI de Chasnais 85400 Chasnais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit, pour partie, dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV) des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMPRIMERIE POLLINA
- ZI de Chasnais 85400 Chasnais
- Code AIOT : 0006304401
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Pollina exploite sur la commune de Chasnais une imprimerie. L'établissement procède à l'impression et à la fabrication de livres.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- COV
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 4.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 8.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Modification des installations	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46	Demande d'action corrective	1 mois
10	Surveillance des rejets - VLE	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5.3	Demande d'action corrective	1 mois
11	Traitement des rejets atmosphériques - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks - produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 3.6.2	Sans objet
3	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 8.3.2	Sans objet
7	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5.5	Sans objet
8	Schéma de maîtrise des émissions (SME)	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5.4	Sans objet
9	Surveillance des rejets - fréquence	Arrêté Préfectoral du 04/08/2007, article 5.5	Sans objet
12	Traitement des rejets atmosphériques - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence certains écarts pour lesquels des actions correctives ou des justifications sont à apporter par l'exploitant.

L'exploitant réalise un plan de gestion des solvants et un schéma de maîtrise des émissions. Ces documents respectent les prescriptions applicables et n'appellent pas de remarques rédhibitoires de l'inspection des installations classées.

Concernant les rotatives Offset, l'inspection a permis de mettre en évidence 2 non-conformités pour lesquelles des actions correctives sont attendues :

- les rejets atmosphériques de l'oxydateur thermique Sunday 4000 sont non conformes lors des 2 dernières campagnes de mesures sur le paramètre monoxyde de carbone (CO). Il convient donc d'améliorer les réglages et paramètres de combustion sur cet oxydateur.
- l'entretien des oxydateurs est bien réalisé par une société spécialisée mais l'exploitant n'a pas de

registre de suivi, ni les rapports d'intervention.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant des justifications sur les dispositifs de désenfumage des locaux à risque incendie.

2-4) Constat hors point de contrôle

Le site est équipé, depuis 2009, d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie (sprinklage). L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de vérification (Q1) du dispositif d'extinction automatique, réalisé par la société Equans le 9 février 2023. La précédente vérification a eu lieu le 26 octobre 2022. Le rapport fait état de non-conformités mais qui n'entraînent pas de risque de mise en échec du dispositif. Les non-conformités relevées concernent le non-respect des îlotages du stockage de papier dans les bâtiments 6, 7 et 9. L'exploitant précise qu'en début d'année, date à laquelle a été réalisé le contrôle, il y a un stock plus important de papier pour l'impression des dictionnaires. Ce stockage important est temporaire et dure approximativement 1 mois. Il est rappelé à l'exploitant de bien respecter les îlotages afin que le dispositif d'extinction automatique d'incendie conserve sa bonne efficacité en toutes circonstances.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks - produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 3.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un état des stocks des produits daté du 16 février 2024. Cet état des stocks est mis à jour tous les mois. Les principaux produits listés sont les produits de nettoyage et les solutions de mouillage. L'exploitant dispose d'un plan général des stockages. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau
Prescription contrôlée : [...] Les volumes consommés sont consignés mensuellement sur un registre, tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les consommations maximales annuelles sont de 4 000 m ³ . Celles-ci représentent les volumes consommés pour les besoins sanitaires, les eaux de process (lavage du matériel, refroidissement des machines où préparation), les eaux d'humidification de l'air et les eaux de l'installation de combustion.

Constats :

L'exploitant tient un registre avec les consommations mensuelles en eau du site.

Sur les années 2022 et 2023, la consommation annuelle a été de 6579 et 6248 m³, ce qui constitue un écart à la prescription.

L'exploitant précise que les principaux usages de l'eau sur le site sont les suivants : dilution sur les impressions offset, lavage des blanchets, sanitaires et dispositif d'extinction automatique (installé en 2009).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le niveau d'activité du site, l'augmentation du nombre d'appareil d'impression et la mise en service du dispositif d'extinction automatique d'incendie peuvent expliquer la hausse de la consommation en eau. L'exploitant doit demander une modification de son volume maximum autorisé en portant à la connaissance du préfet tous les éléments d'appréciation nécessaires. Il conviendra également de préciser les mesures de réduction de la consommation en eau mises en œuvre ces dernières années et de calculer un indicateur spécifique permettant de mettre en relation la consommation en eau et le niveau d'activité du site (par exemple, volume d'eau consommée par tonne d'encre utilisée). Il distinguera, dans la mesure du possible, la consommation liée à un usage industriel de celle liée à la lutte incendie (y compris pour les essais périodiques des moyens d'extinction) et aux usages sanitaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Prescription contrôlée :

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une étude technique foudre du 31 janvier 2022 de la société BCM Foudre. Cette société est certifiée selon le référentiel et les exigences « Qualifoudre » pour les activités d'analyse du risque foudre et d'étude technique.

L'étude technique transmise préconise l'installation de 8 paratonnerres à dispositif d'amorçage.

L'exploitant a également transmis à l'inspection des installations classées un devis signé le 11 mai 2022 de la société Huguet pour l'installation des protections contre la foudre. Ce devis fait état de 8 paratonnerres à installer conformément à l'étude technique. Des photos des paratonnerres ont été transmises à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés en partie haute, sur au moins 1 % de leur surface d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface du local. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les accès.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un tableau récapitulatif des différents exutoires de fumées à commande manuelle et automatique présents sur le site. Les exutoires sont listés par atelier. D'après le listing, les ateliers 3 et 8 (Pollina) et les ateliers 2, 3-4 et 5-7 (AFBO) ont moins de 1 % de leur surface équipée d'éléments permettant l'évacuation des fumées. Toutefois, lors de la visite, il a été vu des matériaux légers en toiture qui sont potentiellement fusibles, et qui n'ont pas été pris en compte dans les surfaces d'éléments pour le désenfumage. De plus, un écran de cantonnement a été aperçu au niveau de l'atelier 3 (Pollina). Ces écrans sont à prendre en compte pour la définition des zones à désenfumer. Le fichier transmis par l'exploitant ne permet donc pas de conclure sur le respect de la prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de justifier du respect de la prescription, l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- prendre en compte uniquement les locaux à risque incendie ;- recenser les écrans de cantonnement présents sur le site et tenir compte des séparations entre les ateliers afin de définir des "zones" à désenfumer ;- justifier que les matériaux légers présents en toiture répondent à la définition de "matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur" ;- recalculer la surface des éléments permettant l'évacuation des fumées (exutoires et matériaux légers fusibles) pour chaque zone à désenfumer. Un plan définissant les zones à désenfumer sera utilement joint aux justificatifs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Prescription contrôlée : [...] Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation

<p>doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un porter à connaissance au préfet de la Vendée en septembre 2022 concernant l'extension du site avec la création du hall n°9. Une demande de compléments a été envoyée le 6 décembre 2022 sur ce dossier, restée sans réponse à ce jour.</p> <p>L'exploitant indique que le bureau d'études (SOCOTEC) travaille encore sur le dossier et que les compléments seront apportés à la fin du premier semestre 2024.</p> <p>Il est rappelé que ces compléments sont nécessaires pour juger de la substantialité d'une modification d'ores et déjà apportée au site. Tant que ces compléments ne sont pas apportés, il est impossible de juger de la régularité de la situation.</p> <p>Par ailleurs, les modélisations Flumilog attendues dans les compléments au porter à connaissance doivent tenir compte de la configuration des îlotages de papier du début d'année identifiée dans le rapport de vérification de l'installation d'extinction automatique (configuration la plus pénalisante).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le délai de réponse est jugé trop long et il convient que l'exploitant apporte les compléments dans les meilleurs délais afin de finaliser l'instruction du dossier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 8.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Des extincteurs appropriés aux risques et en nombre suffisant sont disposés à des emplacements signalés et aisément accessibles [...]</p> <p>Une réserve incendie de 1 000 m³ est maintenue en permanence sur le site, répondant ainsi aux prescriptions du service départemental d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, les extincteurs vus par sondages sont bien signalés par des panneaux visibles. Un extincteur était difficilement accessible, une caisse étant positionnée devant. L'exploitant a déplacé immédiatement la caisse au cours de la visite. Les autres extincteurs vus par sondage sont tous accessibles. Il est rappelé à l'exploitant que les extincteurs doivent être accessibles en toutes circonstances.</p> <p>Le site dispose de 2 réserves incendie de 1000 m³ chacune, alimentées par les eaux pluviales des toitures. Ces réserves ont été vues lors de l'inspection et étaient pleines. Elles ont été réceptionnées par le SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
Prescription contrôlée : <p>Lorsque la consommation de solvants est supérieure à une tonne par an, un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation, est établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans le cas où la consommation annuelle de solvants est supérieure à 30 tonnes, le plan de gestion est transmis chaque année à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant fait réaliser un plan de gestion des solvants annuellement par la société Apave et le transmet via l'application GEREP, ce qui est conforme à la prescription.</p> <p>Pour la visite, le PGS 2022 a été vérifié et appelle les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Concernant les rotatives offset, un coefficient de conversion de 1,2 est utilisé pour le calcul des émissions canalisées (O1) afin de convertir les résultats de mesures exprimés en eq. C/Nm^3 de COV en g de COV. Ce coefficient est issu du guide de l'union nationale de l'imprimerie et de la communication. Il est demandé à l'exploitant de vérifier que ce coefficient est représentatif et de le comparer avec l'outil mis à disposition par le CITEPA permettant de convertir les concentrations exprimées en équivalent carbone en quantité de solvant. Le lien d'accès à cet outil est le suivant : https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/download/OutilConversionEquivalentCarboneCOV.xlsx- Les analyses d'air 2023 ont été utilisées pour le PGS 2022. Il convient de prendre en compte l'analyse d'air correspondant à l'année du PGS établi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Schéma de maîtrise des émissions (SME)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5.4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Schéma de maîtrise des émissions (SME)
Prescription contrôlée : <p>Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies à l'article 5.3, pour les imprimeuses autres que la rotative Offset, ne sont pas applicables à celles-ci dans le cas où elles font l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV.</p> <p>Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies à l'article 5.3.</p> <p>La valeur de l'émission annuelle cible à respecter est de 1,2 kg de COV par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours pour une consommation annuelle de solvants inférieure ou égale à 25 tonnes.</p> <p>Pour une consommation annuelle de solvants supérieure à 25 tonnes, la valeur de l'émission cible à respecter est de 1 kg de COV par kg d'extraits secs.</p>

Constats :

Pour les imprimeuses Offset à feuilles, l'exploitant réalise un schéma de maîtrise des émissions de COV. Celui-ci est réalisé annuellement par la société Apave et transmis via l'application GEREP.

Pour la visite, le SME 2022 a été vérifié. La consommation annuelle de solvants est supérieure à 25 tonnes, la valeur de l'émission cible à respecter est donc de 1 kg de COV par kg d'extraits secs.

Sur la base des FDS des encres utilisées et du courrier d'un des fournisseurs, l'exploitant considère que la part d'extraits secs dans les encres est de 100 %.

Les émissions en 2022 sont de 40,9 tonnes pour une émission annuelle cible de 60,2 tonnes. L'émission annuelle cible est respectée pour l'année 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets - fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2007, article 5.5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets

Prescription contrôlée :

[...]

La conformité aux valeurs limites d'émissions, prévues à l'article 5.3, en NOx, Méthane et CO de la rotative Offset équipé d'un oxydateur thermique, est vérifiée une fois par an par un organisme agréé, en marche continue et stable.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les rapports de mesures d'air en sortie des 2 oxydateurs thermiques pour les années 2022 et 2023.

Ces mesures sont réalisées par la société SOCOTEC, qui dispose d'un agrément en cours de validité pour ce type de mesures.

Les paramètres suivants ont été mesurés : CO, NOx, CH4, COVT et COVNM.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des rejets - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5.3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites de rejets à l'atmosphère sont les suivantes :

Activité : rotative offset

COV : 15 mg/Nm³

NOx : 100 mg/Nm³

CH4 : 50 mg/Nm³

CO : 100 mg/Nm³

[...]

Constats :

Les résultats de mesures 2023 ont été vérifiés.

Pour l'oxydateur M600, les VLE sont respectées.

Pour l'oxydateur Sunday 4000, la VLE pour le paramètre CO n'est pas respectée (concentration moyenne de 115 mg/Nm³), ce qui constitue un écart à la prescription pour cet oxydateur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise que la société Jett Technic est intervenue le 19 janvier 2023 pour effectuer des réglages sur la température des brûleurs. Un rapport de mesures des concentrations en CO démontre le respect de la VLE. Toutefois, la société SOCOTEC est intervenue le 2 février 2023, soit postérieurement, pour réaliser la mesure d'air. Le non-respect de la VLE pour le paramètre CO subsiste. Il est donc demandé à l'exploitant de faire intervenir une société spécialisée afin de vérifier et, éventuellement, modifier les réglages de l'oxydateur thermique Sunday 4000, afin de respecter l'ensemble des VLE applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 11 : Traitement des rejets atmosphériques - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien

Prescription contrôlée :

[...]

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant fait réaliser un entretien annuel de ses oxydateurs thermiques par la société Jett Technic. L'exploitant ne dispose pas des rapports d'intervention et ne connaît pas les paramètres suivis en continu. L'exploitant ne dispose pas de registre d'entretien, ce qui constitue un écart à la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'élaborer un registre d'entretien de ses oxydateurs thermiques afin de pouvoir justifier du bon entretien de ceux-ci et des paramètres suivis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 12 : Traitement des rejets atmosphériques - conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception

Prescription contrôlée :

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

[...]

Constats :

L'exploitant fait réaliser un entretien annuel de ses oxydateurs thermiques par la société Jett Technic. L'exploitant précise que l'indisponibilité de l'oxydateur thermique entraîne l'arrêt de la production car la machine se met en sécurité. L'indisponibilité des oxydateurs n'entraîne donc pas de rejets atmosphériques et n'est pas susceptible de conduire à un dépassement des VLE applicables.

Par ailleurs, l'exploitant précise que les pannes sur les oxydateurs sont rares.

Type de suites proposées : Sans suite